

Section II : Termes de Références

Référence eSourcing : RFQ/2025/56672

TERMES DE RÉFÉRENCES

Réalisation des évaluations en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) pour les partenaires de mise en oeuvre dans le cadre du projet d'Agent de gestion de l'UNOPS pour les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Les besoins décrits dans les présents termes de référence concernent la réalisation des évaluations pour la protection contre les exploitations et abus sexuels (PSEA) tels que décrits dans le tableau ci-dessous:

Réalisation des Évaluations de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro projets en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) dans le cadre du projet d'Agent de gestion de l'UNOPS pour les fonds de cohérence et stabilisation selon l'approche approuvée par UNOPS

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

1. CONTEXTE DU FONDS DE COHÉRENCE POUR LA STABILISATION (FCS)

Créé en 2015, le Fond de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) est un Fonds Fiduciaire Multipartenaires (MPTF) géré par les Nations Unies. Son objectif est de faciliter le développement d'un partenariat stratégique entre les pays contributeurs (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège, Suède) et le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC). Ce partenariat vise à créer une « masse critique » d'appui à la stabilisation des zones touchées par les conflits armés à l'est de la RDC. Les fenêtres d'allocation de financement du FCS se concentrent par zone prioritaire dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri. Les projets financés ont pour objectif de prévenir la résurgence de ces conflits en appuyant le gouvernement et les communautés de la RDC dans la mise en œuvre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Stabilisation Communautaires (P-DDRCS). Ces efforts sont coordonnés avec les initiatives diplomatiques et politiques notamment des processus politiques régionaux tels que les processus de Nairobi et Luanda et s'inscrivent dans le contexte de la réduction progressive de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Le FCS a été identifié par le Gouvernement de la RDC et les membres de la communauté internationale comme un mécanisme de financement permettant de promouvoir une approche plus cohérente, efficiente et efficace de la stabilisation de l'est de la RDC. Les activités financées par le Fonds visaient à initier des programmes au soutien de l'ancienne stratégie ISSS et, depuis mai 2022, des programmes du P-DDRCS dans les zones prioritaires, et/ou à compléter des projets existants, financés ou non par le Fonds, afin d'assurer une approche holistique et intégrée conforme aux objectifs du P-DDRCS. Initialement prévu pour se clôturer le 31 décembre 2022, le Fonds a été prolongé une première fois jusqu'au 31 décembre 2024 par décision du Conseil d'Administration National (CAN). A la suite de l'approbation par le CAN, lors de la révision du Fonds de début 2023, des documents statutaires du Fonds (TDR et Manuel des Opérations), sa date de fin a été repoussée une seconde fois au 31 décembre 2025.

1.1. Priorités programmatiques du Fonds et Gouvernance du Fonds

L'objectif principal du Fonds est de mobiliser le financement et de coordonner les interventions catalytiques, innovantes et flexibles visant à soutenir la stabilisation, notamment à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale et les plans opérationnels provinciaux du P-DDRCS, qui identifient la dynamique des groupes armés comme la question la plus urgente à résoudre en faveur de la stabilisation du pays.

Les modalités de gouvernance et de gestion du Fonds visent à assurer l'appropriation nationale à travers l'inclusion du P-DDRCS dans les mécanismes de prises de décision du FCS pour assurer le leadership et le pilotage stratégique tandis que les aspects fiduciaires restent sous les responsabilités du Secrétariat Technique représenté sous la Section Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Stabilisation (DDR&S) de la MONUSCO. Les mécanismes de gouvernance visent également à instaurer un processus transparent pour l'approbation et le décaissement rapide des financements. Ils établissent également un système harmonisé de rapportage et de suivi, tout en favorisant un dialogue continu et une approche cohérente entre les différentes parties prenantes. Les structures de gouvernance incluent un Conseil d'Administration National (CAN), organe décisionnaire du Fonds qui fournit des orientations au Secrétariat Technique du FCS, aux Comités Techniques Provinciaux (CTP) et au Comité Technique National (CTN). Les fonctions du Secrétariat Technique du FCS sont assurées sous le pilier du DSRSG/CR/CH par la Section Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Stabilisation (DDR&S) .

2. PROJET D'AGENT DE GESTION DU FCS AVEC UNOPS

L'UNOPS est l'Agent de Gestion dans le cadre du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), et joue un rôle fiduciaire de gestionnaire de fonds pour la protection de l'investissement des donateurs et l'administration des financements reçus pour la mise en œuvre de projets et programme de stabilisation dans les zones prioritaires sélectionnées par le biais du CAN. L'UNOPS collabore avec chaque Partenaire de mise en œuvre (PMO) pour mettre en place les procédures nécessaires à la réalisation des objectifs de chaque projet. En fonction du profil de chaque PMO et du budget disponible, l'UNOPS fournit des services de renforcement des capacités au travers de formations spécifiques pour permettre une meilleure gestion financière et de meilleurs résultats dans les livrables. L'UNOPS réalise le suivi programmatique des activités des ONG en collaboration avec le Secrétariat Technique.

A titre d'Agent de Gestion, l'UNOPS a la responsabilité de la gestion du financement total du projet. Le financement programmatique est réparti entre les PMO. Pour la sélection des PMO, l'UNOPS suit un processus de sélection ad-hoc en utilisant une méthodologie de sélection adaptée aux besoins du Fonds et approuvée par le CAN. Pour chaque allocation de fonds le CAN mène un exercice d'identification des priorités pour déterminer les enveloppes attribuées à différentes provinces, ainsi que la fenêtre de financement appropriée. Les Comités Techniques (Provinciaux et National) appuyés par le Secrétariat Technique du FCS sont responsables de piloter le processus d'invitation des PMO à soumettre des notes conceptuelles en premier lieu. En second lieu, dans le cas où une ou plusieurs (au maximum 3) ONG réussissent à franchir cette première étape, elles seront invitées à présenter des propositions complètes. Les Comités Techniques Provinciaux assurent également la conduite des examens techniques à chaque étape du processus. L'UNOPS est membre permanent du Comité Technique Provincial et membre actif du processus de sélection des projets qui se déroule au sein de ce comité.

Les présents Termes de Référence portent sur le recrutement d'un cabinet d'études devant réaliser les évaluations PSEA des PMO sélectionnés pour recevoir des subventions dans le cadre du projet d'Agent de Gestion de l'UNOPS financé par les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, qui est mis en œuvre par l'UNOPS en soutien à la MONUSCO et administré par le MPTF.

Le bureau d'études sélectionné suivra l'approche élaborée par le Comité permanent interorganisations (IASC) en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) pour la réalisation des évaluations en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) pour les partenaires de mise en œuvre identifiés dans le cadre du projet.

II. OBJECTIFS, MÉTHODOLOGIES ET RESPONSABILITÉS

Les présents Termes de Référence portent sur le recrutement d'un Cabinet d'études chargé de réaliser l'évaluation de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro-projets en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), selon l'approche élaborée par le Comité permanent interorganisations (IASC).

Les évaluations se déroulent uniquement dans les villes où sont localisés les partenaires de mise en œuvre et concernent uniquement les PMO qui ont été sélectionnés et pour lesquels une proposition de projet a été approuvée par le CTN. L'objectif étant de réaliser une évaluation PSEA de chacun des partenaires de mise en œuvre qui seront progressivement identifiés selon les 2 fenêtres de financement du Projet Agent de Gestion des FCS. Les critères et principes du projet s'assurent que le processus de sélection des PMO effectué soit fait de manière progressive et participative avec différents niveaux de validation incluant un examen préliminaire du CTP selon la méthodologie approuvée par le CAN. Suite à ces premiers choix initiaux, les PMO et propositions retenus sont validés par les CTN. Ce qui permet le démarrage des activités du Cabinet d'études.

2.1. Méthodologie

Le cabinet d'études effectuera les Évaluations en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) dans le cadre du projet d'Agent de gestion de l'UNOPS pour les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation selon l'approche développée par le Comité permanent interorganisations (IASC) de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro-projets qui seront identifiés selon les 2 fenêtres de financements : i) Allocations standards et ii) Mécanisme de Réponse Rapide.

Le processus d'évaluation de la capacité du PSEA devra composer des étapes suivantes, ainsi que des décisions et activités associées :

(i) Auto-évaluation de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), (ii) Détermination préliminaire de la capacité du PMO en matière de PSEA, (iii) Formalisation de la décision et élaboration d'un plan de renforcement des capacités (le cas échéant), (iv) Réalisation d'activités de suivi et de soutien, (v) Réévaluation (si nécessaire) et (vi) Décision finale sur la capacité de l'organisation en matière de PSEA (si nécessaire).

2.2. Responsabilités

Le Cabinet d'études exécute les tâches décrites sous l'autorité globale du chef de projet UNOPS en coordination avec le Secrétariat Technique du FCS, conformément aux prescriptions des présents Termes de Références. Il est responsable vis-à-vis de l'UNOPS de la bonne conduite des évaluations requises.

III. LES EXIGENCES TECHNIQUES

Le Cabinet d'études doit fournir les services pour la réalisation de l'activité suivante :

Réalisation des Évaluations de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro-projets en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) dans le cadre du projet d'Agent de gestion de l'UNOPS pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation selon l'approche approuvée par UNOPS.

Sur une période de 12 mois (incluant la mobilisation et la démobilisation) à partir de la date de signature du contrat et sur demande du Chef de Projet. Les compétences et capacités suivantes sont exigées :

3.1. Capacités administratives et de gestion

Le prestataire de services doit avoir une expérience avérée dans la réalisation des évaluations de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro projets en matière de genre, violence basée sur le genre et la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) selon l'approche approuvée par UNOPS.

3.2. Capacités opérationnelles

Sur la base des requêtes du Chef de projet, le Cabinet d'études doit disposer de la capacité opérationnelle adéquate afin de délivrer les produits prévus dans les présents termes de références. Le Cabinet d'études exécute les tâches décrites sous l'autorité globale du chef de projet UNOPS conformément aux prescriptions des présents termes de références. Il est responsable vis-à-vis de l'UNOPS de la bonne conduite des études techniques requises.

Le cabinet d'études doit fournir tout le personnel et les moyens administratifs, financiers et logistiques nécessaires pour la réalisation des activités telles que décrites dans les présents termes de références. L'équipe doit être très mobile et autosuffisante à 100% sur le terrain, avec la capacité d'opérer dans les zones éloignées. Ils doivent pouvoir fonctionner séparément et être capables d'un déploiement autonome fonctionnant indépendamment les uns des autres. La localisation du bureau de gestion du Cabinet d'études est à sa charge.

Le cabinet d'études doit demeurer flexible, avec la capacité de se déployer rapidement, à court terme et/ou adapter son plan de travail afin de répondre aux conditions de sécurité locales et aux priorités opérationnelles. L'équipe doit disposer de tous les équipements et matériels nécessaires afin de pouvoir intervenir indépendamment.

Tout changement ou déviation dans la composition du personnel proposée initialement dans la proposition technique du Cabinet d'études requiert, au préalable, une autorisation et approbation écrite de l'UNOPS. Une forme de "Requête de changement de contrat du personnel" est jointe au contrat. Promotion/changement de poste/relocalisation de tout personnel international ou national, est sujet à une autorisation et approbation au préalable par le Chef de Projet.

3.3. Éthique et genre

Le cabinet d'études doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que tout le personnel déployé dans le cadre du présent contrat respecte les coutumes locales et se conforme aux normes les plus strictes en matière de conduite morale et éthique. Le Chef de Projet peut à tout moment demander le retrait ou le remplacement de l'un des membres du personnel du Cabinet d'études s'il estime que les normes de conduite minimales n'ont pas été respectées, en mettant l'accent sur l'obligation stricte de respecter les normes des Nations-Unies en matière de prévention des infractions, exploitation sexuelle et abus (réf. SG Bulletin ST/SGB/2003/13 of 9 Oct. 2003).

3.4. Heures de travail

Les congés doivent être planifiés de façon à ce qu'une équipe d'évaluation soit opérationnelle à tout moment. Les représentants du Cabinet d'études ainsi que leurs adjoints ne peuvent pas être absents en même temps. A moins d'indication contraire, le cabinet d'études doit travailler du lundi au vendredi inclusivement, soit 5 jours par semaine sauf exception pour les déplacements en province. Une journée normale de travail comprend 8 heures d'activité.

3.5. Jours fériés

Le Cabinets d'études doit tenir compte des jours fériés nationaux et/ou religieux observés en RDC lors de la préparation de ses plans de travail et de son plan de congés et d'absences. Le cabinet d'études doit confirmer les dates qui peuvent être considérées avec le Chef de projet. Il ne peut être possible pour tout le personnel de prendre les mêmes jours de congé, en même temps, pour des raisons opérationnelles.

IV. PERSONNEL CLÉ

Le personnel mis à la disposition par le Cabinets d'études dans le cadre de ce contrat doit posséder l'expérience pertinente et les formations appropriées reconnues internationalement ou nationalement. Le cabinet d'études doit fournir le curriculum vitae et la copie du diplôme de chaque membre de l'équipe proposée selon les connaissances et expertises exigées et listées ci-dessous incluant des détails sur les missions effectuées par les membres du personnel concernés, y compris sur celles en cours, en indiquant les responsabilités assumées par chacun et leurs qualifications et expérience dans la conduite d'évaluations similaires:

#	Ressources	Compétences	Nombre d'années d'expérience
1	Chef d'étude / Responsable de l'évaluation	- Expérience en gestion d'études et de recherches, évaluations, connaissance approfondie des principes de micro évaluation, de PSEA, VBG et genre et compétences en gestion de projet et en analyse	7 ans d'expérience globale et 5 ans d'expérience dans la réalisation d'études, recherches et évaluations

1	Expert en protection, PSEA et VBG	<ul style="list-style-type: none"> - Expertise dans les politiques de protection, genre et VBG, - Expérience dans la mise en œuvre de programmes de genre, de VBG et / ou de PSEA - Connaissance des mécanismes de signalement et de gestion des plaintes 	5 ans d'expérience dans la réalisation d'évaluations et 3 ans d'expérience spécifique dans la réalisation d'évaluation thématique (Protection, VBG, genre et/ou PSEA)
1	Spécialiste en méthodologie de recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances en méthodologie de recherche, expertise en analyse de données quantitatives et qualitatives - Compréhension des défis de collecte de données sensibles, principes éthiques dans la recherche, expérience en protection des droits humains et gestion des risques éthiques dans les recherches sur des sujets sensibles 	5 ans d'expérience dans la réalisation d'études, évaluations et recherches et 3 d'expérience spécifique dans la réalisation d'évaluation thématique et sur les sujets sensibles

V. DURÉE ET CONDITIONS DE CONTRATS

La durée de l'entente entre le Cabinet d'études et l'UNOPS est de douze (12) mois. Le cabinet d'études est rémunéré selon les documents et évaluations demandés, reçus et approuvés par l'UNOPS. Les conditions suivantes s'appliquent :

5.1. Livrables: Réalisation des évaluations en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) selon l'approche développée par le Comité permanent interorganisations (IASC)

Phase	Date de début	Date de fin
Mobilisation	Demande officielle de l'UNOPS	7 jours après demande officielle de la part de l'UNOPS
Opérationnelle	7 jours après demande officielle de la part de l'UNOPS	30 jours calendaires suivants la date de début de la mission d'évaluation
Démobilisation	Une fois la phase Opérationnelle terminée	7 jours calendaires suivants la date de fin de la mission d'évaluation

5.2. Plan de travail détaillé

Sur la base des phases définies et des résultats requis, les soumissionnaires doivent préparer et inclure dans leurs propositions techniques, un plan de mise en œuvre détaillé, bien informé et réalisable, décrivant la manière dont les activités (réalisation du livrable) sont mises en œuvre. L'expérience acquise à ce jour a montré que l'échec de la planification peut être la principale cause d'échec d'un projet. Les soumissionnaires doivent en tenir compte lors de la préparation de leurs propositions et lors de l'identification du personnel chargé de ces tâches. Les soumissionnaires doivent démontrer dans leurs propositions techniques qu'ils sont en mesure de respecter les délais prescrits.

VI. PROCESSUS

Le cabinet d'études se verra attribuer des tâches et les priorités des activités à exécuter conformément au plan de travail général élaboré conjointement avec l'UNOPS. Des zones de conflits existent sur le territoire de la RDC et le projet ne sait toujours pas quels seront les partenaires de mise en œuvre sélectionnés et où ils sont localisés. L'équipe d'évaluation doit rester flexible à se déployer rapidement ou pour adapter leur plan de travail aux conditions de sécurité locales et aux priorités opérationnelles.

VII. RÉSULTATS ATTENDUS

Pour chaque partenaire, le Cabinet d'études doit fournir les documents en trois (3) exemplaires sur support papier et une copie en support électronique (clé USB) qui comprennent les éléments suivants :

- Un rapport d'évaluation de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro-projets en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) selon l'approche approuvée par UNOPS
- Un rapport détaillé de fin de mission (sur le déroulement de la mission).

VIII. PROPOSITION FINANCIÈRE

Le cabinet d'études présente une proposition financière adaptée au besoin mentionné. Celle-ci englobe les coûts administratifs et opérationnels.

IX. ANNEXES

Annexe 1

À titre indicatif, le Cabinet d'études peut se référer à la liste ci-dessous lors de la préparation de son offre technique qui peut contenir, entre autres, les éléments suivants.

- Réalisation des évaluations en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) dans le cadre du projet d'Agent de gestion de l'UNOPS pour les Fonds de Cohérence pour la St stabilisation selon l'approche développée par le Comité permanent interorganisations (IASC) de la capacité des partenaires de mise en œuvre des micro-projets qui seront identifiés selon les 2 fenêtres de financements : i) Allocations standards et ii) Mécanisme de Réponse Rapide:
 - Résumé sommaire des activités indiquant les méthodologies et les échéanciers
 - Description détaillée des phases de mobilisation, opérationnelle et de démobilisation en tenant compte des éléments suivants en lien avec les diverses rubriques contenues dans les présents termes de références.
 - Méthodologie
 - Structure organisationnelle et occupation de chaque ressource ;
 - Arrangements pour les jours fériés et le cycle de travail ;
 - Liste proposée d'équipement pour mener à bien les différentes phases du projet ;
 - Explication des structures opérationnelles et administratives en place ;
 - Risques associés et stratégies d'atténuation ;
 - Mesure de contrôle de qualité interne du soumissionnaire ;
 - Plans logistiques.

Annexe 2 : Annexes documentaires

- [Circulaire du Secrétaire Général ST/SGB/2003/13 sur les mesures spéciales de protection contre l'Exploitation et Abus Sexuels](#) ;
- [Termes de Référence et Manuel d'Opérations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation](#) ;
- Document de Stratégie Nationale pour le P-DDRCS (Joint avec les présents TdRs).